



LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Paris, le 23 mai 2017

Direction régionale
des affaires culturelles d'Île-de-France

Le Conservateur régional de
l'archéologie d'Île-de-France

à

Affaire suivie par : Christian Piozzoli
Service : Service régional de l'archéologie
Tél. : 01 56 06 51 81
Courriel : christian.piozzoli@culture.gouv.fr
Réf. : SP/CP/2017-2301

Monsieur le Maire
Mairie de Boigneville
2 rue de Saint-Val
91720 Boigneville

Objet : projet de Plu communal

Par courrier en date du 10 mai 2017, vous m'avez communiqué le projet de Plan local d'urbanisme de la commune de Boigneville. Après examen du dossier transmis, il apparaît que le patrimoine archéologique n'est pas pris en compte.

Il convient que les zones archéologiquement sensibles soient indiquées dans le Plu. C'est pourquoi je vous transmets la copie de la carte de ces secteurs sensibles adressée le 4 mars 2011 au Bureau de planification communale de la Préfecture de département.

Pour le Préfet de la région d'Île-de-France,
et par délégation la Directrice régionale des affaires culturelles,
et par subdélégation, le Conservateur régional de l'archéologie

Stéphane Deschamps



LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

 **COPIE**

Paris, le 4 mars 2011

Direction régionale
des affaires culturelles d'Ile-de-France

Le Conservateur régional de
l'archéologie d'Ile-de-France

à

Affaire suivie par : Christian Piozzoli
Service : Service régional de l'archéologie
Tél. : 01 56 06 51 81
Courriel : christian.piozzoli@culture.gouv.fr

Réf : BF/CP/2011-1251
P.J. : 1 plan

Mme Josette Ravéra
Direction départementale de
l'équipement et de l'agriculture
Service prospective, aménagement et
urbanisme
Bureau de la planification communale
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX

Objet : PLU de Boigneville

Par courrier du 17 janvier 2011, reçu au Service régional de l'archéologie le 21 janvier, vous m'avez interrogé sur l'existence de sites archéologiques à Linas en vue de la révision du POS et de sa transformation en PLU.

Lors de la création de ce P.L.U., il sera nécessaire d'indiquer dans le rapport de présentation la présence de zones de sensibilité archéologique sur le territoire de la commune et leur inscription dans les documents graphiques du P.L.U. en application de l'article L-123-1-7 du Code de l'urbanisme. Ces zones en l'état actuel de nos connaissances scientifiques et de l'inventaire dit « Carte archéologique nationale » sont (numérotation des zones sur le plan joint) :

1. *vallées de l'Essonne et vallée de la Velvette*, occupations humaines du Néolithique à l'Epoque moderne (parois rocheuses ornées, sépulture mégalithique de Saint-Val, village de Boigneville mentionné dès le XII^e siècle, nécropole médiévale, château d'Argeville, etc.) ;
2. *Les Hauts de Nangeville*, occupations humaines de la Protohistoire au Moyen Age ;
3. lieux-dits *Les Masures de Bostard* et *La Souche*, occupations humaines de la Protohistoire à l'Epoque moderne.

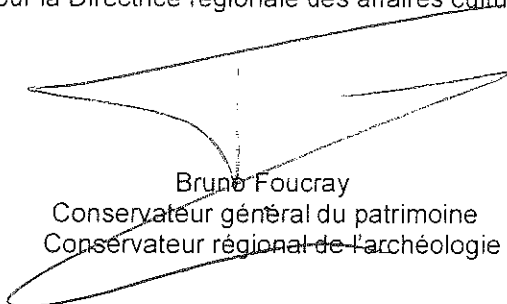
Cependant, j'attire votre attention sur le fait que cet élément de réponse ne reflète qu'un état actuel de la recherche, et ne présume en rien de l'absence de vestiges dans une zone n'ayant pas encore fait l'objet de reconnaissances archéologiques.

Il convient également de rappeler l'article 1^{er} du décret n°2004-490 du 3 juin 2004, stipulant que « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».

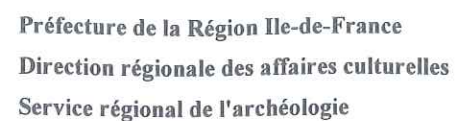
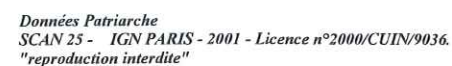
Dans ce but, il appartient au service instructeur d'une demande d'aménagement de saisir le préfet de région (DRAC / SRA) en transmettant un descriptif complet des travaux projetés. Le Préfet de région pourra alors édicter les prescriptions nécessaires, à savoir la réalisation d'un diagnostic archéologique, suivi d'une fouille éventuelle, ou bien la conservation du site.

Enfin, pour tout dossier et sur l'ensemble du territoire communal, s'applique la réglementation relative aux découvertes fortuites susceptibles de présenter un caractère archéologique (article L-531-14 du code du patrimoine) à savoir déclarer la découverte en mairie et au Service régional de l'archéologie.

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France
et par délégation,
pour la Directrice régionale des affaires culturelles



Bruno Foucray
Conservateur général du patrimoine
Conservateur régional de l'archéologie

Commune de :
BOIGNEVILLE - 91069 (Essonne)

1:25000

• *D.R.A.C. Ile-de-France / S.R.A. / BB / édition du 04/03/2011*

